

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Kewa : le succès de la plate-forme d'accès aux résultats du baccalauréat 2020

Sveltana Ntsame Ndong
Libreville/Gabon

ENGAGÉ dans une démarche de digitalisation et tenant compte du contexte sanitaire actuel lié à la pandémie à coronavirus, le ministère en charge de l'Éducation nationale, à travers la direction générale des Examens et Concours (DGEC), s'est attaché les services de l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (Aninf) pour le développement d'une plateforme digitale dénommée "Kewa". En omyènè, le succès". Celle-ci a pour but, la consultation des résultats des examens.

"Kewa" qui a été mise en ligne le 2 septembre dernier permet aux candidats du baccalauréat 2020, ainsi qu'à leurs familles

et proches, de consulter les résultats en toute sécurité, depuis leur ordinateur ou smartphone, sans contrainte de localisation géographique (Libreville et arrière-pays). La plateforme est disponible gratuitement à partir de l'URL : www.kewa.gouv.ga, compatible sur tous les navigateurs et est téléchargeable également pour sa version mobile. "Pas besoin d'un mot de passe pour la consultation, juste sélectionner le type de baccalauréat (Général ou Technique) et entrer le numéro du candidat", explique un responsable de l'Aninf. Avant de poursuivre: "La réalisation de cette plateforme s'inscrit dans le cadre de nos missions qui consistent, entre autres, à assister les différents démembrés de l'administration pour l'amélioration du travail

des agents de l'État, ainsi que les services rendus aux usagers. La plateforme "Kewa" réalisée dans des délais très courts, vient donc une fois de plus démontrer l'enthousiasme, la maîtrise technique et l'expertise de nos équipes, engagées plus que jamais dans la digitalisation de l'administration".

Au premier tour du baccalauréat, plus de 100 000 consultations ont été effectuées sur la plateforme: 94,3 % sur mobile et 4,2 % sur ordinateur. Plus de 16 014 installations ont été enregistrées, et 71 pays ont consulté ledit portail.



Photo: DR
Au premier tour du baccalauréat, plus de 100 000 consultations ont été effectuées sur la plateforme.

Libérer les trottoirs : Akanda menace !

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

APRÈS une phase de sensibilisation démarrée le 19 août dernier, les équipes de l'Hôtel de ville d'Akanda étaient mercredi sur le terrain. Du carrefour Delta au lieu appelé Beaulieu, en passant par le 1er Campement, ces élus et leurs collaborateurs sont allés voir si la campagne de pédagogie menée auprès des commerçants avait porté ses fruits. "Nous sommes venus réexpliquer à nos compatriotes qui occupent anarchiquement les trottoirs, les enjeux d'ordre sanitaire et sécuritaire de l'occupation des trottoirs", a indiqué Désirée Singatady, maire du 1er arrondissement, qui conduisait la délégation municipale sur le terrain. Force a été de constater que personne n'a bougé. Vendeurs de moutouki (vêtements de seconde main), de piments, de tomates, de fruits divers et autres vivres frais étaient toujours là malgré les communiqués les sensibilisant et placardés çà et là. Ils continuent donc d'exposer et



Photo: J.R.A.
Désirée Singatady (en bleu), maire du premier arrondissement, a fait le tour des marchés de la commune pour amplifier la sensibilisation.

de vendre leurs produits sur les trottoirs. Pourtant des espaces dédiés existent, a rappelé Désirée Singatady. "Nous ne vous chassons pas des trottoirs pour aller au quartier", leur a-t-elle dit. Des étals sont libres au marché Maman Suzanne à Beaulieu, ainsi qu'au premier campement. "Mais passée l'étape de sensibilisation, la mairie se verra dans l'obligation de passer à l'action, avise Mme Singatady. "Durant cette opération nous sommes accompagnés d'un huissier de justice." Les équipes municipales n'ont donc pas manqué de mettre

en garde toutes les personnes qui iraient à l'encontre de cette disposition. "Ceux qui ne se soumettront pas à la décision du maire d'Akanda feront face aux affres de la loi", a-t-elle averti. Sauf que de leur côté, les commerçants occupant les trottoirs, et qui sont en majorité des femmes, affirment ne pas refuser de partir. Certains d'entre eux sollicitent une trêve en raison du coronavirus. D'autres indiquent que dans certains marchés, ils ne sont pas les bienvenus et font même face à l'hostilité des premiers occupants des lieux.

Le clin d'œil de Lybek

